

Philippe Bas : "Les responsabilités de l'exécutif dans le déclenchement du mouvement du 5 décembre sont considérables"



Philippe Bas, sénateur de la Manche, préside depuis 2014 la commission des lois du Sénat et a conduit en 2018 l'enquête parlementaire sur l'affaire Benalla. Il vient de publier "Les Chemins de la République" (Odile-Jacob). Pour Atlantico, il évoque le modèle républicain français et revient sur la situation politique actuelle avec le mouvement de grève du 5 décembre notamment.

Avec Philippe Bas

Atlantico.fr : La République est un régime politique, et par conséquent, un outil pour gouverner un pays. Il apparaît donc que le premier est appelé à changer de forme pour servir les intérêts du second. Comment s'articule cette dualité ?

Philippe Bas : La République doit toujours être en mouvement pour apporter de nouvelles réponses aux attentes et aux besoins des Français, et mieux les écouter. L'amour de la République n'est pas totalement gratuit. Elle n'est pas seulement aimée pour elle-même. Les acquis de la République sont nombreux (libertés, école, sécurité sociale, services publics essentiels...). Mais de nouvelles exigences sont apparues auxquelles elle doit apporter des réponses sous peine d'être récusée par une partie croissante de nos compatriotes : maîtrise de l'immigration et relance de l'intégration, emploi des jeunes, lutte contre le réchauffement climatique, prise en charge de la dépendance, diminution des impôts par la baisse des déficits, réintégration des territoires oubliés de la République, etc. Si la République ne parvient pas à le faire, il ne faut pas s'étonner qu'elle devienne plus fragile. Il y a un lien entre la forme d'un régime et ce qu'il peut apporter à la communauté nationale. Et quand les problèmes de la nation sont insuffisamment pris en compte, le lien se distend dangereusement entre les citoyens et leurs représentants, ouvrant la porte aux démagogues et aux extrémistes. Ce n'est pas tant un problème de méthode de gouvernement que de résultats dans l'action, même si une plus grande proximité, une plus grande décentralisation, une plus grande écoute des forces vives sont indispensables pour rapprocher la République des citoyens.

Le système républicain montre ses limites vis-à-vis de la cohésion sociale, de l'éducation, de la sécurité... Dans quelle mesure le fait d'avoir connu d'autres régimes politiques avant nos deux siècles de République est-il une chance et une source de confiance en l'avenir pour les Français ?

La France n'est pas née avec la République et ne se réduit pas à celle-ci. L'Ancien Régime a fait l'unité nationale, créé l'Etat, assuré sa défense militaire, mis en place les grandes infrastructures routières et portuaires, inventé l'école, les hospices, l'université, les postes... Notre longue histoire doit nous inspirer un peu d'humilité. Mais Je ne crois pas aujourd'hui que le système républicain ait « montré ses limites ». Au contraire, dans une société de plus en plus complexe, face à la compétition des nations dans un monde globalisé, avec une population dont le niveau de formation intellectuelle ne cesse de croître et qui dispose de moyens d'information presque illimités, le régime républicain démocratique est le seul instrument permettant d'apporter des réponses efficaces aux défis historiques auxquels nous sommes confrontés.

Dans un entretien accordé au Point, l'acteur et humoriste à la double nationalité suisse et slovène, Gaspard Proust, déclare ne pas avoir demandé la nationalité française car "la France est devenue un pays multiculturaliste : alors quel intérêt de devenir français ?". Il précise également avoir changé son prénom et son nom parce qu'il ne voulait pas qu'on le renvoie à ses origines, ajoutant : "je veux me fondre parmi les Français" or ce n'est plus audible aujourd'hui". Ce multiculturalisme qui selon Proust ramène tout un chacun à ses origines plutôt qu'à un amour commun de la France et de ses valeurs n'est-il pas, selon vous, la cause ou du moins l'un des symptômes de la vulnérabilité de notre République ?

La République est justement la bonne réponse à la montée du « multiculturalisme ». Elle a inventé la laïcité, qui est le meilleur instrument du vivre ensemble qu'une société démocratique ait pu imaginer. Elle a aussi proclamé son indivisibilité et l'égalité devant la loi. C'est en nous appuyant sur nos principes républicains que nous assumerons le mieux notre identité nationale. Et c'est aussi en abattant les cloisons qui se dressent à l'intérieur de notre société de plus en plus fragmentée, pour pouvoir rétablir l'égalité des chances. On en est de plus en plus loin si l'on en juge par les inégalités croissantes dans les résultats scolaires et par les différences accrues dans les chances d'accès à l'emploi et au logement en fonction des origines et des lieux d'habitation. Le renoncement à des politiques actives d'intégration est la pire erreur que la République puisse commettre dans les temps actuels.

Dans votre ouvrage, vous estimez que la laïcité semble "en panne" face à la montée du communautarisme et de l'islamisme. L'Etat désemparé semble incapable barrer la route au communautarisme comme à l'islamisme et le débat politique sombre, en partie, dans la caricature. Comment redonnez-vous en la République qui jusqu'alors, globalement, assurait la coexistence de tous, croyants et non-croyants ? Et comment endiguer la montée d'un certain sectarisme ?

La laïcité n'est pas le refoulement des opinions, même religieuses, en dehors de la sphère publique ; elle est une garantie apportée à leur coexistence dans le respect des règles de la vie en société, les mêmes pour tous. Notre tradition républicaine fait une place à chacun mais impose le partage d'un mode de vie commun. Nous devons faire preuve de fermeté. Je souhaite ainsi que nous affirmions plus clairement que, en France, nul ne peut se prévaloir de ses origines ou de ses croyances pour obtenir en sa faveur des dérogations à la règle commune. Le maire, le chef d'entreprise, le directeur d'hôpital, le proviseur de lycée doivent se sentir soutenus quand ils résistent à la demande de différenciation des règles par des groupes qui se prévalent de leurs croyances et instrumentalisent leur religion à des fins en réalité politiques. La liberté religieuse s'arrête là où commence la subversion politique. L'islamisme radical n'est pas une religion mais une doctrine politique antidémocratique et même totalitaire, qui met gravement en cause nos lois et nos libertés, en particulier celles des femmes. Il doit être combattu sans concessions et sans état d'âme.

Alors que le mouvement des Gilets jaunes a fêté ses un ans au début du mois de novembre, que la contestation sociale ne cesse d'enfler et que la semaine à venir sera marquée par une grève contre la réforme des retraites qui pourrait être historique, que pensez-vous de la crise sociale que traverse notre République ? Quelles peuvent-être les "armes" républicaines face à un peuple de plus désemparé et inquiet vis à vis du futur ?

La République ne peut « s'armer » contre le Peuple, ou alors ce n'est plus la République ! Il est cependant exact que la crise des gilets jaunes a pris pendant quelques mois une tournure de nature insurrectionnelle, même si ce caractère insurrectionnel a été de faible ampleur comparé à ce que la France a vécu lors des grandes fièvres révolutionnaires du XIXème siècle et encore en mai 68. Pour autant, il ne faut jamais confondre une foule en colère et le Peuple lui-même. Comme en 68, le Peuple français, quelle que soit sa sympathie pour les premières revendications des gilets jaunes et son antipathie presque structurelle pour ses gouvernants, encore accrue par la déconnexion du pouvoir actuel, a très vite été du côté du rétablissement de l'ordre républicain. Et c'est le point essentiel : les Français demeurent profondément attachés au respect de la loi, profondément républicains malgré les fragilités de la République. Le mouvement de grève prévu à partir du 5 décembre n'est pas de même nature que la crise des gilets jaunes. Il est plus classique, mieux préparé, sans doute plus encadré par les forces syndicales, dont on redécouvre l'importance en période de crise. Mais il peut être de grande ampleur, il faut y prendre garde. Il me semble que les responsabilités de l'exécutif dans le déclenchement de ce mouvement sont considérables : sa réforme dite « systémique » des retraites est encore très floue et suscite de ce fait de multiples inquiétudes qui n'ont pas été levées, mais au contraire grandissent, notamment pour les femmes et pour un certain nombre de professions indépendantes, donc pas seulement les agents des services publics. Et surtout, c'est une réforme d'architecture qui n'apporte aucune garantie pour la pérennité du financement des retraites alors que c'est la principale question posée aux responsables politiques. On met les Français dans la rue sans apporter de réponse à la question essentielle.

Pour retrouver [un premier extrait du livre de Philippe Bas sur Atlantico](#) : [ICI](#)

Pour retrouver [un second extrait du livre de Philippe Bas sur Atlantico](#) : [ICI](#)

Philippe Bas vient de publier "Les Chemins de la République" aux éditions Odile Jacob

Lien vers la boutique Amazon : [ICI](#)

□